



**DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES EXTERNES
DIRECTION B
- DÉPARTEMENT THÉMATIQUE -**

NOTE

**SUR LA SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE
AU HONDURAS ET SES RELATIONS
AVEC L'UNION EUROPÉENNE**

Résumé:

Le Honduras est un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental. Son économie, essentiellement dominée par les exportations agricoles, a été dévastée par l'ouragan Mitch en 1998. Les dégâts causés aux infrastructures ont été le principal obstacle à la croissance; toutefois, le Honduras a reçu une aide financière internationale qui a encouragé le gouvernement à poursuivre ses programmes visant à recouvrer une certaine stabilité.

En mars 2006, la procédure juridique relative à l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis (CAFTA-DR) s'est achevée et a débouché sur la création de l'Institut du commerce extérieur. Le sommet de Vienne qui a eu lieu au mois de mai de cette année constitue un jalon des relations bilatérales entre l'UE et l'Amérique latine. L'UE est favorable à l'entame de négociations concernant l'accord d'association entre l'UE et l'Amérique centrale, lequel prévoit la création d'une zone de libre-échange.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

DGExPo/B/PoIDep/Note/2006_105

Juin 2006

La présente publication a été commandée par la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays d'Amérique centrale.

La présente note est publiée dans les langues suivantes:

anglais
français

Auteur:

Pedro Neves

Manuscrit achevé en juin 2006.

Il est possible d'obtenir une copie par courrier électronique:
pedro.neves@europarl.europa.eu

Bruxelles, Parlement européen, juin 2006

Sources: Economist Intelligence Unit (EIU)
Commission européenne
Eurostat
Reuters
Oxford Analytica
World Markets Country Analysis

SOMMAIRE

Page

I. SITUATION POLITIQUE.....	5
II. SITUATION ÉCONOMIQUE	13
III. RELATIONS ENTRE L'UE ET LE HONDURAS	18

ANNEXES

* *
*

I. SITUATION POLITIQUE

1. Introduction

1.1 Situation géographique

Le Honduras est un État d'Amérique centrale¹. Son histoire, sa culture et son économie sont très étroitement liées à celles du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua et du Costa Rica, ses voisins de l'isthme. Avec Panama et Belize (anciennement Honduras britannique), ces pays forment une langue de terre d'une superficie équivalente à la France (540 000 km²), qui comptait une population de 8 millions d'habitants en 1950. Cinquante ans après, la population est passée à 33 millions d'habitants.

Le Honduras, qui couvre une superficie de 112 090 km² et se situe entre la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique, partage ses frontières avec le Guatemala à l'ouest, le Salvador au sud et le Nicaragua à l'est. Sa population compte environ 6,5 millions d'habitants et sa capitale est Tegucigalpa.

1.2 Contexte historique

Les pays d'Amérique centrale ont été soumis à la domination coloniale espagnole du 16^e siècle à 1821, année de leur indépendance. 1824 a vu la création de la Fédération des provinces unies d'Amérique centrale, qui a réuni le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica. Quinze ans plus tard (en 1839), la Fédération a fait les frais du nationalisme régional et des intérêts étrangers et s'est effondrée. La seconde période de «post-indépendance» qui a suivi a été marquée par la consolidation des États-nations, l'intégration de la région dans l'économie mondiale (grâce à la production du café et de la banane) et l'influence croissante de l'oligarchie des «plantations de café», très dépendante des capitaux et des marchés étrangers.

L'Amérique centrale a été particulièrement touchée par la crise de 1929, qui a entraîné une chute des prix des matières premières et la contraction des marchés à l'exportation, faute de secteur productif alternatif, et un désinvestissement rapide des États-Unis. La crise a été exacerbée par les fréquentes interventions militaires de Washington, qui ont présagé le long règne des «dictateurs de la dépression: Maximiliano Hernández pour le Salvador, Tiburcio Carías pour le Honduras, la dynastie Somoza pour le Nicaragua et Jorge Ubico pour le Guatemala.

Au cours des années 60, la hausse des prix du café et la création du Marché commun d'Amérique centrale (MCAC) a offert l'opportunité de tenter des réformes limitées. Vingt ans plus tard, l'hostilité du climat économique international (baisse des prix des exportations traditionnelles d'Amérique centrale, hausse de la dette extérieure, etc.) a

¹ Voir annexe I

entraîné une dévaluation, l'inflation et le chômage et, partant, des troubles sociaux importants. Craignant les événements survenus à Cuba, les oligarchies de l'isthme ont délégué le pouvoir politique aux militaires. Des conflits ont éclaté dans presque tous les États d'Amérique centrale. Le groupe de *Contadora*, constitué en 1983 par le Mexique, le Venezuela, Panama et la Colombie, devait jouer un rôle décisif dans la négociation des solutions aux conflits, fondées sur le respect de l'indépendance des pays concernés. Soutenues par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, les activités de ce groupe ont débouché sur la signature, le 7 août 1987, de l'accord de paix baptisé *Esquipulas II*, qui a clairement marqué une nette mise à l'écart de la diplomatie américaine et l'adoption d'une attitude plus indépendante des pays d'Amérique centrale signataires.

Si la paix est revenue en Amérique centrale, la région s'est vidée de son sang. Cent mille à cent cinquante mille personnes ont été tuées au Guatemala, 75 000 au Salvador et 100 000 au Nicaragua (au cours des conflits). Par ailleurs, plus de deux millions de personnes ont été contraintes d'abandonner leur habitation dans les années 80, et plus de la moitié de ces personnes déplacées ont quitté la région. Pourtant, lors des pourparlers de paix qui furent le fruit d'un compromis politique, les facteurs socioéconomiques à l'origine de ces conflits ont été sacrifiés. En dépit des progrès spectaculaires réalisés sur le plan institutionnel, de l'instauration de l'état de droit et de l'émergence d'une culture démocratique, la dégradation continue de la situation économique et sociale a rendu improbable tout espoir de stabilisation politique. Si une longue période de guerres civiles a marqué la fin des dictatures militaires, il faut encore trouver un modèle de développement alternatif. La crise s'est achevée là où elle a commencé, laissant sans réponse la question de savoir comment mettre un terme à l'injustice sociale.

Depuis 1839, de violents heurts entre le Parti national conservateur (PN) et le Parti libéral (PL) dominent la vie politique et ont eu comme point d'orgue plusieurs dictatures, dont celle de Tiburcio Carías (1932-1949), qui ont duré de nombreuses années. Les tentatives de réforme ont échoué du fait de la fragmentation régionale et de grandes difficultés de communication.

2 Histoire récente

Au début du 20^e siècle, l'économie hondurienne a commencé à se développer autour des entreprises américaines, qui avaient le monopole des terres et de la production de la banane. La United Fruit Company (UFCO) a progressivement renforcé sa mainmise sur d'autres secteurs, au point qu'elle contrôlait presque entièrement la vie économique et politique. En effet, l'UFCO et son partenaire, United Brands, ont fait et défait des gouvernements en fonction de leurs propres intérêts. Les États-Unis ont également envoyé leurs Marines dans le pays en 1903, en 1905, en 1919 et en 1924 pour y «rétablir l'ordre».

L'armée, dont on savait depuis longtemps qu'elle comptait en son sein une aile progressiste, a fait irruption sur la scène politique hondurienne en 1956, deux ans après la plus sérieuse grève du pays dans les plantations de bananes. Les militaires ont organisé

les élections en 1958, qui ont été remportées par un libéral, Ramón Villeda Morales. Ce dernier a élaboré un code du travail, une loi de sécurité sociale et, plus important, des réformes agricoles. Un violent coup d'État mené en 1963 a écarté le président élu, accusé de «communisme». L'influence militaire de la politique hondurienne a persisté jusqu'en 1980, date à laquelle ont eu lieu des élections législatives. À la surprise de beaucoup, le Parti libéral, qui représentait les intérêts des entreprises et des classes moyennes modérées, mais était soutenu par un grand nombre de travailleurs et de paysans appauvris, a remporté la majorité à la nouvelle assemblée parlementaire au détriment du Parti national, qui a toutefois maintenu son contrôle sur l'ensemble de l'appareil d'État. Les élections présidentielles de 1981 ont également consacré la victoire d'un candidat du PL, Roberto Suazo. Ces élections ont marqué la fin de neuf années de gouvernement militaire et ont conféré une certaine légitimité à la politique. Une nouvelle Constitution, la seizième depuis l'indépendance, est entrée en vigueur le 20 janvier 1982.

Traversant l'Amérique centrale et séparant le Nicaragua des deux autres pays dans lesquels sont apparus des mouvements militaires, le Honduras est devenu le pivot de la stratégie des États-Unis. Leur influence protectrice et l'omniprésence de leurs troupes ont continué de dominer la vie politique au Honduras, qui, contrairement à ses voisins du Guatemala, du Salvador et du Nicaragua, n'a jamais connu la menace des guérillas.

La lutte entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire a débuté avec l'élection du président Carlos Alberto Reina, ancien président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, le 28 novembre 1993. Disposant d'une confortable majorité du Parti libéral au Congrès national, M. Reina a annoncé son intention d'éradiquer la corruption, de réformer le système judiciaire et de réduire le pouvoir de l'armée. Les efforts du président, qui avait le soutien de la communauté internationale et plus particulièrement des États-Unis, ont été couronnés de succès. Par contre, sur le plan social, il a échoué de manière spectaculaire. D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 71 % des Honduriens vivaient sous le seuil de pauvreté en 1997 et 55 % d'entre eux étaient indigents. La situation est devenue encore plus critique avec les difficultés du pays à se remettre sur les rails après le passage de l'ouragan Mitch. Ce dernier a dévasté le Honduras en 1998, tuant 11 000 personnes, détruisant 700 000 habitations et portant un grave coup au secteur agricole. Les initiatives de Carlos Flores visant à moderniser l'économie et à améliorer les conditions de la frange la plus pauvre de la population ont connu un succès contrasté.

3. Politiques internes

3.1 Cadre institutionnel

Le Honduras est une république constitutionnelle divisée en 18 districts. Malgré la séparation des pouvoirs, l'exécutif prédomine clairement et le Parlement dispose d'une chambre. Le Congrès national est constitué de 128 députés élus au suffrage universel pour un mandat de quatre ans. La Cour suprême de justice se compose de neuf juges élus par le Congrès national pour un mandat de quatre ans.

Depuis 1982, la politique est dominée par deux partis, le Parti national et le Parti libéral, qui représentent respectivement la droite et le centre-droit. Le pays compte trois autres partis mineurs, à savoir le *Partido de Innovación y Unidad-Social Democracia (PINU)*, la *Unificación Democrática* et la *Democracia Cristiana*. Comparés aux deux autres, ces partis sont très petits; ils occupent très peu de sièges au Congrès et récoltent généralement très peu de voix aux élections présidentielles (au cours des élections de novembre 2005, ils n'ont cumulé que 5 % des votes).

L'organe chargé de surveiller les élections est le *Tribunal Supremo Electoral*. Il a été accusé par le passé de manquer de transparence et d'efficacité.

3.2 Élections de 2001

Après deux mandats consécutifs sous une administration du Parti libéral, le Honduras a vu la victoire de Ricardo Maduro (*Partido Nacional*) le 25 novembre 2001. Il a battu son adversaire de 8 %, ce qui constitue un écart significatif au Honduras.

La transition vers la démocratie a été assez réussie au Honduras, notamment par rapport à d'autres pays d'Amérique centrale. Les élections de 2001, qui se sont déroulées sans problème majeur, ont contribué à consolider la tradition démocratique du Honduras, même si l'on pourrait rétorquer que sur le plan politique, le choix se limitait aux deux candidats en lice. Si Ricardo Maduro s'est montré compétent, il n'est pas parvenu à prendre à bras-le-corps de manière convaincante certains des principaux thèmes de sa campagne électorale, notamment la progression de la criminalité et de la violence. Cet échec a suscité le mécontentement et une chute de sa popularité au fil de son mandat.

Quarante-quatre pour cent de la population rurale hondurienne ne dispose pas d'un terrain ou dispose d'une superficie insuffisante pour lui fournir assez de revenus et de denrées alimentaires. La réforme agraire est consacrée par la Constitution: en vertu de la législation actuelle, les terrains qui ne servent aucune finalité sociale doivent être expropriés et cédés aux familles rurales sans terre au titre de la réforme agraire. Toutefois, ces cessions ne sont pas toujours évidentes. Au cours de l'été 2003, plusieurs paysans ont d'ailleurs été assassinés.

Maduro s'est engagé à faire baisser la criminalité en adoptant une approche dite de «tolérance zéro». Le succès a été si peu convaincant que son gouvernement a été accusé d'être corrompu et trop radical dans sa lutte contre les *maras* (délinquants juvéniles). Par contre, la croissance économique a prospéré.

Au cours des dernières décennies, des responsables politiques et des membres des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ont été accusés d'être impliqués dans des trafics de drogues. Les récentes réformes ont démontré la volonté du gouvernement de recouvrer de la crédibilité auprès des citoyens.

Ricardo Maduro ne bénéficie plus aujourd'hui de l'immunité dont il jouissait lorsqu'il était chef de l'État. Ce mouvement de levée d'immunité s'étend à l'Amérique du Sud, où bon nombre de gouvernements et d'individus ont été accusés de corruption au cours des dernières décennies, mais où il s'est avéré très difficile de leur intenter un procès en justice. Malheureusement, en Amérique centrale, un grand nombre de puissants bénéficient toujours d'une immunité. Cette évolution a donc été une étape majeure vers la transparence et la démocratie au Honduras.

Au cours du mandat de Maduro, un accident tragique s'est produit à la prison de San Pedro Sula au nord du pays. Un incendie a tué 104 jeunes, dont la plupart étaient en prison au motif qu'ils appartenaient à un gang. Dans le cadre de la lutte du gouvernement contre le terrorisme (les deux principaux gangs *maras*, *Mara Salvatrucha* et *Mara 18*, sont presque considérés comme des organisations terroristes), il était possible de condamner des suspects à une peine de dix ans d'emprisonnement simplement parce qu'ils portaient le tatouage d'un gang. Cette politique a provoqué un flux d'émigration vers les États-Unis. Des ONG ont déploré ces mesures radicales, les qualifiant d'antidémocratiques.

3.3 Les élections de 2005

a) Les candidats

Les dernières élections présidentielles ont eu lieu le 27 novembre 2005.

Le *Partido Nacional* était représenté par Porfirio «Pepe» Lobo, ancien membre du parti communiste formé en Union soviétique. Il a étudié ensuite l'administration des affaires à Miami. Il est favorable à la peine de mort pour des crimes comme les agressions sexuelles, les rapt et les meurtres. Lobo soutient les lois radicales contre les *maras*, qui prévoient les amendes et les peines de prison destinées à tout individu appartenant à un gang.

Le candidat du Parti libéral était José Manuel Zelaya Rosales (souvent appelé Mel Zelaya), un propriétaire de ranch de 52 ans qui a entamé des études d'ingénieur avant de se tourner vers la politique. Il a été ministre en charge des investissements au cours du mandat libéral de 1997. Les mesures proposées par Zelaya pour lutter contre les gangs sont bien plus modérées: il entend mettre davantage l'accent sur la pauvreté et l'exclusion à l'origine des gangs et de la violence.

N'ayant pu obtenir un large soutien, les autres candidats se sont rapidement retirés de la course.

La campagne a illustré les principales préoccupations des citoyens honduriens, c'est-à-dire la pauvreté et le chômage. En matière de réformes économiques, les deux candidats ont affirmé qu'ils entendaient poursuivre l'accord CAFTA-DR initié par l'ancien président Maduro. Les candidats se sont davantage employés à se lancer mutuellement

des accusations et des attaques, allant peu au fond des choses et invoquant des arguments peu constructifs. Au cours des mois qui ont précédé les élections, Lobo était donné vainqueur dans les sondages, mais seulement d'une courte tête selon une enquête nationale.

b) Les résultats des élections

Bien que les élections se soient déroulées sans problème majeur, elles n'ont pas été aussi faciles qu'elles auraient dû l'être. Le décompte a été très long et la victoire de Zelaya a été annoncée officiellement et officieusement à plusieurs reprises.

Deux jours après les élections, un premier décompte des urnes a donné un net avantage au candidat Zelaya, qui s'est déclaré vainqueur avant que le TSE ne fasse la moindre déclaration officielle. L'ancien président et Lobo se sont unis pour refuser de reconnaître en Zelaya le nouveau président du Honduras. Un nouveau décompte plus approfondi a été exigé; de fait, seules 151 des 5000 urnes avaient été ouvertes. Par ailleurs, il est de notoriété publique que le président du TSE, Aristides Mejía, est membre du PL.

Les deux semaines qui ont suivi ont été chaotiques et tendues, le TSE poursuivant le décompte des voix. Alors qu'il restait 11 % des votes à compter, Zelaya a été déclaré officiellement président (les votes restants ne pouvant modifier le résultat final). Zelaya a ensuite dévoilé les noms des ministres de son gouvernement: tous sont d'anciens ministres ou responsables qui ont travaillé sous l'administration libérale de Carlos Roberto Reina et de Carlos Roberto Flores Facussé.

Sur les 88,73 % des votes comptés, Zelaya a obtenu 49,95 % des voix, Lobo 46,16 % et les autres candidats moins de 5 %.

Au Congrès, le PL a remporté 62 sièges, soit à peine sept de plus que le PN, ce qui reste insuffisant pour obtenir une majorité des sièges.

3.4 L'administration Zelaya

Lors de son investiture, Zelaya a promis la transparence et le recul de la criminalité. Il existe d'infimes différences entre la plate-forme de Zelaya et celle de son rival Lobo. Son programme est axé sur la lutte contre la corruption et au cours des premiers mois de son mandat, Zelaya a respecté ses promesses en obtenant du Congrès l'aval de la «loi de participation citoyenne» visant à conférer davantage de pouvoir aux Honduriens dans l'élaboration des politiques. La «loi sur la transparence» est une autre législation proposée par l'administration Zelaya au cours des premiers mois de son mandat. Cette dernière devrait permettre aux citoyens d'obtenir l'accès aux informations relatives aux institutions publiques comme leurs dépenses et leurs modes de fonctionnement.

Les gangs ont déclaré leur volonté de dialoguer avec le nouveau président, qui a plaidé pour la négociation d'une trêve lors de son discours d'investiture en février 2006. Le

meneur des *Mara Salvatrucha* n'entend coopérer avec le gouvernement que si les mesures relatives à la détention des personnes liées aux activités des gangs sont modifiées. Le meneur de l'autre gang important, les *Mara 18*, a affirmé être prêt à négocier.

4. Politiques externes

4.1. Les blocs régionaux

Le Honduras est un grand partisan de l'intégration de l'Amérique centrale et est un membre actif du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), du Parlement d'Amérique centrale (PARLACEN) et de la Commission de sécurité de l'Amérique centrale (CASC). Honduras fait également partie de l'Organisation des États américains (OEA) depuis 1995.

4.2. Relations avec les pays voisins

Mis à part quelques désaccords mineurs avec le Salvador et le Nicaragua, le Honduras entretient généralement de bonnes relations avec ses voisins. Le litige avec le Nicaragua provient du fait que les deux pays convoitent la même zone de la côte des Caraïbes, ce qui provoque parfois des conflits douaniers. Le dossier a été soumis à la Cour internationale de justice de La Haye (CIJ). Au lendemain de la «guerre du football» de 1969, le Honduras et le Salvador ont signé un accord de paix en 1980. En 1992, la CIJ a attribué une grande partie du territoire contesté au Honduras, et un traité de démarcation de la frontière a été signé en 1998, mais doit encore être ratifié.

Zelaya a rencontré le président salvadorien Antonio Saca en décembre 2005 pour évoquer les questions frontalières et régler le problème une fois pour toutes. Dix des 345 kilomètres de la frontière font l'objet de discussions depuis de nombreuses années, à savoir depuis l'entame des négociations dans les années 80. Les deux présidents ont tenu une autre rencontre officielle en avril 2006; ils se sont tous deux félicités de l'issue positive des négociations et ont proposé d'unir leurs efforts pour promouvoir la coopération et l'intégration régionales.

4.3. Relations avec les États-Unis

Les relations avec les États-Unis sont étroites et le Honduras a affiché un soutien appuyé à la guerre américaine contre le terrorisme. Washington maintient également une présence de ses troupes militaires et de ses services antidrogue au Honduras. Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Honduras: ils représentaient 46 % de ses importations et 49 % de ses exportations en 2001, et on estime que les investissements directs américains représentent les deux tiers du montant total de

1,3 milliard de dollars investis dans le pays. Ces liens étroits n'ont pas été sans problèmes. Si les protestations ne visent pas spécifiquement les États-Unis, il existe une forte opposition de la population aux accords de libre-échange et aux objectifs imposés par le FMI.

Le Congrès a approuvé le traité de libre-échange conclu entre les États-Unis et l'Amérique centrale et la République dominicaine le 3 octobre 2005. Enfin, en mars 2006, la procédure juridique du traité CAFTA-DR s'est achevée. Cinq députés d'un parti gauchiste mineur ont dénoncé les changements intervenus comme bénéficiant exclusivement aux entreprises et aux multinationales.

Les réformes associées au traité CAFTA-DR ont consisté à transférer de nouvelles compétences du ministère du commerce et de l'industrie au nouvel Institut du commerce extérieur. La création de l'industrie a été annoncée en décembre 2005.

Par ailleurs, une loi relative à l'harmonisation de la législation concernant la propriété intellectuelle et la consolidation de la législation concernant les télécommunications a été approuvée comme mesure préliminaire d'exécution du traité CAFTA-DR.

II. SITUATION ÉCONOMIQUE

1. Introduction²

Le Honduras est un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental. Au cours des années 80, la crise de la dette a entraîné un déclin économique prolongé. Parmi les autres obstacles au développement figurent la grande taille et l'inefficacité du secteur public, l'ampleur de contrôles administratifs, qui découragent l'investissement privé, un régime commercial défavorable aux exportations, l'inefficacité de l'intermédiation financière, la faiblesse des investissements dans l'éducation et l'insécurité des droits de propriété.

Toutefois, dès 1990, un certain nombre de réformes politiques ont été mises en œuvre et ont suscité un changement. À partir de 1993, l'économie a enregistré une croissance supérieure à 3 %, principalement alimentée par l'élan des secteurs manufacturiers et de la construction. Cette dynamique a toutefois disparu lorsque le gouvernement a relâché sa rigueur budgétaire à la veille des élections de la même année, contraignant ainsi le gouvernement suivant à adopter des politiques opposées drastiques. Dès 1997, l'économie hondurienne s'est à nouveau rétablie, avec une progression de la croissance du PIB, une baisse de l'inflation et un déficit gérable des comptes courants.

Les espoirs d'une modernisation économique et d'un développement durable se sont envolés fin octobre 1998 lorsque l'ouragan Mitch a provoqué de graves inondations, tuant des milliers de personnes et laissant sans toit un million de personnes. Les estimations des dégâts occasionnés à l'économie évaluent les pertes directes des stocks et immobilisations à près de 50 % du PIB annuel. Pour toute l'année 1998, parmi les principales répercussions économiques de l'ouragan figurent un ralentissement de la croissance réelle du PIB à 3 %, une hausse du chômage, une reprise du taux d'inflation sur douze mois à 15,5 % et un creusement des déficits des administrations publiques et des comptes courants. Des pans importants du secteur agricole ont été gravement touchés, notamment ceux de la banane, de la crevette et du café. La banane et le café représentent plus de 60 % des exportations du pays. La production de ces deux denrées est toutefois soumise à la pression des préoccupations commerciales et de la chute des prix des produits de base mondiaux.

Les principales importations du pays portent sur les machines-outils et les équipements de transport, les matières premières industrielles, les produits chimiques, les biens manufacturés, l'essence et le pétrole et les denrées alimentaires. Les principales sources des importations sont les États-Unis (50 %), le Guatemala (5 %), le Japon (5 %), le Mexique (3 %) et le Salvador (3 %).

En décembre 1998, les membres du Club de Paris ont convenu de suspendre le remboursement de la dette du pays pendant trois ans, permettant au gouvernement de respirer à l'entame de sa mission ardue de reconstruction de ses infrastructures. Dans le même temps, la Banque mondiale a annoncé l'octroi d'un prêt d'un milliard de dollars

² Voir annexe II.

sans intérêt au Honduras et au Nicaragua. Le gouvernement américain a également demandé au Congrès d'envisager l'annulation de 67 % de la dette bilatérale du pays, qui s'élevait à 144 millions de dollars.

À cause de l'ouragan, la croissance de l'économie hondurienne n'a progressé que de 3 %, une valeur nettement inférieure aux 4,5 à 5 % prévus.

En mars 1999, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, dans le cadre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR), un plan triennal d'un montant de 215 millions d'euros pour le Honduras afin de soutenir le programme économique du gouvernement pour la période 1999-2001.

En juillet 2000, le FMI et la Banque mondiale ont approuvé une réduction de dette de 556 millions de dollars en faveur du Honduras dans le cadre d'une version améliorée de l'Initiative pour les pays pauvres lourdement endettés (PPLE). Si l'aide de la Banque mondiale a été fournie immédiatement, la part du FMI dans la réduction de la dette dépend d'un accord de financement de l'initiative PPLE de 80 % des créanciers du pays. D'autres créanciers contribueront à la réduction de la dette dès que le gouvernement aura procédé à une réforme de la sécurité sociale et aura amélioré les services des secteurs de la santé et de l'éducation. L'ensemble des mesures de réduction de la dette permettra au gouvernement d'économiser près de 556 millions d'euros pour le service de la dette au cours des 15 à 20 prochaines années.

Le Honduras a reçu l'aide du Fonds monétaire international et du Club de Paris des créanciers souverains grâce à ses réalisations en matière de réduction de la dette, de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2004, le Honduras a réalisé son objectif au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), ce qui a aidé le pays à obtenir le soutien de l'Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés (PPLE). Au cours des dix ans à venir, le Honduras devra rembourser 3,5 milliards de dollars au titre de sa dette extérieure au lieu de 4,7 milliards de dollars. En vertu du programme PPLE, les fonds économisés devront être affectés à la réduction de la pauvreté.

2. Situation économique actuelle

À partir de mai 2001, l'économie hondurienne s'est remise de l'ouragan Mitch. Au lendemain de la catastrophe, le Honduras est entré dans une période de récession économique qui a duré jusqu'au début de l'année 2000. Toutefois, en 2001, les performances de l'économie hondurienne ont retrouvé les niveaux préalables à l'ouragan. La croissance du PIB s'est élevée à 2,6 % et l'inflation à 9,7 % (contre une prévision de 10 à 11 %). Les chiffres de la croissance s'expliquent par un investissement de 293 millions de dollars dans des projets de reconstruction qui ont duré jusqu'en décembre 2001. Les exportations du secteur minier ont totalisé près de 62 millions de dollars, zinc, plomb, or et argent compris.

Malgré la croissance vigoureuse enregistrée en 2001, l'économie hondurienne ressent les effets de la chute des cours mondiaux du café et d'un ralentissement aux États-Unis, exacerbés par la dévastation des cultures due à une longue sécheresse en 2001. Des facteurs internes et externes pourraient entraver une croissance soutenue, notamment la chute des prix du café à l'exportation et la hausse des prix des carburants. La banque centrale estime que le Honduras pâtira aussi du coup porté à l'économie mondiale par les attentats terroristes qui ont visé des sites américains essentiels.

Après quelques mois de retard dus au changement de gouvernement, le budget annuel a été approuvé en mai 2006. Le déficit budgétaire s'élève à 2,3 %. En décembre 2003, le Honduras a signé un accord triennal avec le Fonds monétaire international concernant l'octroi d'une Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Le Honduras a réalisé des progrès sur plusieurs fronts: en accord avec le FMI, le programme macroéconomique est à nouveau sur les rails.

Le déficit commercial continue toutefois de progresser. Il s'élevait à 1,3 milliard de dollars en 1999 et a atteint 3 milliards de dollars en 2005. Si les exportations devaient reprendre, les importations augmenteraient plus vite en conséquence de projets privés et de programmes d'infrastructures.

• La croissance économique

Compte tenu de l'ampleur des dégâts occasionnés par l'ouragan Mitch, le ralentissement économique de 1999 s'est avéré relativement modeste et bref. Grâce à une aide internationale accrue (FMI, Banque mondiale, Congrès américain) et à des concessions commerciales, la croissance a dépassé 2 % jusqu'en 2004.

En 2004, le redressement de l'agriculture et des investissements privés a été tel que l'économie a enregistré une croissance de 5 %. Par contre, en 2005, les chiffres de la croissance ont baissé par rapport aux années précédentes (3,8 %), principalement parce que l'environnement extérieur était moins favorable au secteur exportateur des *maquilas*. Ce secteur emploie 115 000 personnes, mais il devrait perdre des parts de marché à cause de la forte concurrence de la Chine.

• L'inflation

Le gouvernement est parvenu à maintenir l'inflation pratiquement sous la barre des 10 % à partir de la fin des années 90. Elle est repartie à la hausse en 2000, principalement en raison de la hausse des cours mondiaux des carburants, pour atteindre 11 %, mais a chuté à 9,7 % en 2001 et à 7,7 %, parallèlement au recul de la croissance mondiale³. En 2005, l'inflation a baissé à 7,1 %.

• Déficit des comptes courants

³ World Markets Research Centre

Le déficit des comptes courants se situe sous le niveau prévu⁴. Il a été financé par des prêts concessionnels extérieurs et par des réductions de la dette, ainsi que par l'afflux de capitaux du secteur privé. Il faudra néanmoins réaliser des économies dans les finances publiques pour compenser l'aide extérieure visant à rétablir les infrastructures du pays.

- **La politique budgétaire**

Une mission du FMI a fait état des bonnes performances du Honduras dans le cadre du programme. Il convient encore de procéder à une réforme structurelle dans le secteur public et de réorienter les dépenses pour relancer les investissements publics. Le Programme de la stratégie de réduction de la pauvreté a permis d'augmenter le budget de 0,6 % du PIB à l'appui de mesures de lutte contre la pauvreté pour les années 2004 à 2006.

- **La politique monétaire**

Le gouvernement s'est engagé sur la voie d'une inflation faible et à ce jour, il a obtenu des résultats dans ce domaine. Des politiques budgétaires saines ont également contribué à réduire le taux des bons du Trésor, même si les taux d'intérêt réel constamment élevés des crédits bancaires pourraient nuire à l'investissement privé.

3. **Les prévisions économiques**

- **Hypothèses internationales**

Les hypothèses internationales les plus importantes pour le Honduras sont liées à la croissance économique des États-Unis, son principal partenaire commercial et plus gros investisseur, ainsi qu'aux prix des produits de base, notamment du café.

- **Privatisation**

Les progrès concernant la privatisation des télécommunications, des infrastructures et du secteur aéroportuaire sont prometteurs et ce succès a encouragé le gouvernement à revendre la distribution de l'électricité, prochain secteur susceptible d'être privatisé.

- **Croissance économique**

Le ralentissement observé aux États-Unis a particulièrement touché le secteur des exportations: le pays représente quasiment l'ensemble des exportations de toutes les *maquilas* (des zones franches d'exportation) honduriennes et 35 % de ses exportations hors *maquilas*. Bon nombre d'activités de *maquilas* ont soit réduit leurs investissements, soit fermé leurs portés, invoquant le ralentissement de l'économie américaine et les

⁴ Voir annexe III

problèmes économiques et sécuritaires intérieurs. Le tourisme est touché par une baisse de la demande et par une hausse de la violence.

- **Inflation**

La *Banco Central de Honduras* poursuivra progressivement sa politique de réduction de l'inflation conformément aux engagements du gouvernement. Entre 2004 et 2005, l'inflation a augmenté de 8,1 % à 8,8 %. Les observateurs du WMRC⁵ misent sur une baisse à 7,1 % du taux annuel moyen de l'inflation en 2005.

- **Taux de change**

Depuis le passage de l'ouragan Mitch en 1998, les niveaux significatifs de l'aide multilatérale et de la réduction du service de la dette ont soutenu la balance des paiements, ce qui a permis de constituer des réserves internationales élevées qui ont contribué à préserver la stabilité monétaire. Les réserves progressent depuis 2000 grâce à la poursuite de l'aide multilatérale et aux fonds versés par les Honduriens expatriés aux États-Unis, qui ont augmenté de 30 % au cours du premier semestre de 2001. En revanche, le lempira s'est graduellement déprécié depuis 1996⁶.

- **Réformes structurelles**

Il faudra également poursuivre les réformes structurelles en dépit du recul inévitable occasionné par cette catastrophe naturelle.

⁵ World Market Research Centre

⁶ World Market Research Centre

III. RELATIONS ENTRE L'UE ET LE HONDURAS ⁷

1. Historique

Depuis 1984, le Honduras prend part au «dialogue interministériel de San José» entre les pays d'Amérique centrale et l'Union européenne. Les conférences annuelles tenues par les ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale et de l'UE dans le cadre de ce dialogue ont progressivement contribué à transformer le processus de San José en plate-forme de renforcement de la coopération, des relations économiques et de l'intégration économique. Le dialogue de San José a été révisé lors d'une réunion organisée à Florence en 1996 afin de mieux s'adapter à l'évolution des relations entre les deux régions.

De 1976 à 2000, l'aide communautaire bilatérale a dépassé 280 millions d'euros. Près de 120 millions d'euros ont été affectés à la coopération technique et financière. L'aide alimentaire et humanitaire représente également une large part de ce montant (la région d'Amérique centrale reçoit l'aide communautaire la plus importante par habitant). Au fil des ans, les relations entre le Honduras et l'UE ont dépassé le seul cadre des questions de commerce et d'aide au développement pour englober désormais l'économie, l'état de droit et le développement social dans la région.

2. Relations bilatérales

Depuis février 1993, le Honduras est signataire d'un nouvel accord de coopération de «troisième génération» conclu entre l'UE et les pays d'Amérique centrale. En conséquence, les relations avec l'UE ont acquis une nouvelle dimension. Depuis 1994, elles reposent sur trois grands axes:

- l'aide visant à renforcer et moderniser l'état de droit;
- l'aide au développement durable (investissement dans les ressources humaines et/ou l'aide à la production agricole et non agricole à faible échelle;
- la coopération économique.

Le respect des droits de l'homme et le renforcement de la démocratie restent plus que jamais à l'ordre du jour: l'UE continue de soutenir les institutions démocratiques dans le cadre de ses programmes d'aide.

Afin d'accroître l'efficacité et l'impact de l'aide communautaire, la stratégie pluriannuelle (1998-2000) pour la coopération UE-Honduras a proposé trois lignes d'action:

- les principaux objectifs relatifs à la démocratie ont porté sur les droits civiques, le renforcement de l'état de droit et la progression de la décentralisation;

⁷ Voir annexes IV et V

- en matière de capital humain, les priorités ont porté sur l'éducation et la santé. Jeune et nombreuse, la population hondurienne constitue une des principales ressources du pays et un facteur important de son développement futur;
- pour parvenir à une croissance équitable et durable, il a fallu fournir à une frange accrue de la population l'accès aux outils de production et de commercialisation. Destinées à stimuler la production agricole et non agricole, les politiques gouvernementales devaient donc être suivies de mesures d'accompagnement.

La Commission a souhaité accroître l'efficacité de la coopération en définissant et en renforçant les droits et les obligations des partenaires. Pour ce faire, il fallait simplifier et rendre plus transparentes les dispositions communes permettant d'exécuter les futurs projets et créer une fonction de coordinateur national unique. Dans ce contexte, la Commission et le Honduras ont signé un accord-cadre financier le 17 avril 1999.

L'UE a réagi aux dévastations causées dans la région par l'ouragan Mitch en fournissant une aide d'urgence considérable. Les donateurs se sont réunis à Stockholm du 25 au 28 mai 1999, où l'UE a confirmé son engagement à reconstruire et à transformer le pays.

Les deux principaux outils de financement sont le protocole d'accord signé en mars 2001, qui dote la coopération de l'UE d'un budget indicatif de 147 millions d'euros pour la période jusqu'à 2006, et le Programme régional pour la reconstruction de l'Amérique centrale (PPRAC), qui permet d'intervenir au Honduras à hauteur d'un montant maximum de 119 millions d'euros. Par ailleurs, le Honduras peut bénéficier d'une série de programmes horizontaux destinés à l'Amérique latine, en l'occurrence Alis, AL-Invest, URB-AL et ALFA.

La coopération de l'UE a pour principal objectif la réduction de la pauvreté et met particulièrement l'accent sur la gestion durable des ressources naturelles, l'éducation, les services sociaux et la décentralisation. L'aide communautaire est pleinement compatible avec la stratégie de réduction de la pauvreté du pays et est étroitement coordonnée avec les autres donateurs sur le terrain, la Commission étant membre du groupe de coordination G 15 des donateurs. Des réunions sont organisées régulièrement entre les chefs de mission de l'UE et les directeurs des agences de coopération bilatérale implantées à Tegucigalpa, en présence de la délégation régionale de la Commission à Managua.

Le Honduras reçoit des fonds importants dans le cadre du Programme régional pour la reconstruction de l'Amérique centrale (PPRAC). Doté d'un budget total de 256,6 millions d'euros, ce programme a pour principaux objectifs la santé et l'éducation. Une structure de gestion décentralisée présente à Managua et sous la responsabilité du chef de la délégation de la Commission est chargée de l'administration du PPRAC.

Le Honduras entretient des liens étroits avec les États-Unis à la fois en matière de politique étrangère et de commerce. Toutefois, au cours des douze dernières années, le pays a commencé à développer ses relations avec l'Europe, et l'UE est devenue son deuxième partenaire commercial (après les États-Unis). Pourtant, après avoir subi

L'ouragan Mitch, le Honduras a plongé dans une profonde récession économique et les échanges avec l'UE ont faibli de manière spectaculaire. En 2002, l'UE était la destination de 16,4 % des exportations honduriennes et représentait 6,1 % des importations du pays. Les produits comme le café et la banane demeurent les principales exportations du pays. Le Honduras figure parmi les pays qui ont tiré profit de la décision de l'OMC relative au «régime de la banane» de la CE. Les produits traditionnels représentent près de 80 % des exportations vers l'UE, tandis que les importations de l'UE vers le Honduras sont principalement constituées de biens d'investissement et de produits finis. À l'instar d'autres pays d'Amérique latine, le Honduras bénéficie du nouveau Système généralisé de préférences (SGP) adopté le 7 décembre 1998, lequel accorde un traitement particulier aux produits agricoles et industriels.

3. Relations régionales

En mars 2001, la 17^e Conférence de San José a eu lieu à Guatemala City. Une nouvelle fois, l'accent a été mis sur le renforcement de l'état de droit, la lutte contre la prolifération des armes légères (y compris l'éradication des mines antipersonnel) et le trafic de drogues (la responsabilité conjointe des pays producteurs et consommateurs a été réaffirmée) et la poursuite de l'intégration régionale, soutenue par l'UE depuis plusieurs années. L'UE a signé un protocole d'accord définissant les priorités relatives à cette dernière question.

L'intégration régionale semble en mesure de fournir une réponse pour les quelques années à venir afin de garantir le développement durable de la région et de lui permettre de répondre aux défis de la mondialisation. L'UE est fermement convaincue de la nécessité de développer une culture favorable à l'intégration. Les deux partenaires ont réitéré leur désir de voir la région jouer un rôle actif en proposant des programmes et des projets démontrant son propre engagement en faveur de l'intégration.

Dans ce contexte, l'UE s'efforce d'orienter les efforts de coopération régionale vers l'élargissement et l'approfondissement de l'intégration économique de l'Amérique centrale dans le cadre de programmes qui confèrent une valeur ajoutée et exercent un impact réel sur le processus d'intégration régionale. Les principaux aspects de la coopération proposée sont les suivants:

- soutenir l'intégration régionale, la mise en œuvre de politiques communes et le renforcement des institutions;
- impliquer davantage la société civile dans le processus d'intégration;
- réduire la vulnérabilité et apporter des améliorations d'ordre environnemental

Le sommet de Madrid de mai 2002 a encouragé l'UE et l'Amérique centrale à renforcer leurs relations. Signé en décembre 2003, l'accord relatif au dialogue politique et à la coopération conclu entre les deux partenaires institutionnalise le processus de dialogue de San José lancé il y a vingt ans, qui a permis de rétablir la paix et la démocratie dans la région au début des années 90. Cet accord étend également la coopération aux domaines

du contrôle de l'immigration, à la lutte contre le terrorisme et à l'économie, lesquels viennent s'ajouter aux secteurs déjà couverts par l'accord de 1993.

Tenu en mai 2006, le sommet de Vienne a été le quatrième de la série et constitue aujourd'hui un jalon des relations UE-AL. Les chefs d'État d'Europe et leurs homologues d'Amérique latine se sont rencontrés pour évoquer l'éventualité de renforcer les relations commerciales entre les deux régions. Les principaux points à l'ordre du jour étaient l'accord d'association avec l'Amérique centrale et le Mercosur. À ce jour, des accords d'association ont été signés avec le Mexique et le Chili et les négociations avec le Mercosur ont progressé. Les discussions ont porté sur des sujets comme la démocratie, le terrorisme, la drogue, l'énergie et l'environnement, les migrations, la pauvreté et l'éducation.

Les principaux points de la déclaration finale concernant l'Amérique centrale peuvent se résumer comme suit:

- l'évaluation commune de l'intégration économique régionale a trouvé une issue globale positive.
- l'UE est favorable à l'entame de négociations dans la perspective d'un accord d'association entre l'UE et l'Amérique qui prévoirait la création d'une zone de libre-échange.
- l'UE se félicite que l'Amérique centrale ait confirmé son engagement à exécuter les décisions prises par les chefs d'État d'Amérique centrale en mars 2006 à Panama et à ratifier la convention relative aux investissements et aux services et à l'application de la législation économique régionale dans la région.
- les deux parties souhaitent conclure l'accord d'association dans le cadre d'un processus rapide.

4. Rôle du Parlement européen

Jusqu'en 1984, il existait une seule délégation du Parlement européen pour les relations avec l'ensemble de l'Amérique latine. Cette année-là, deux délégations distinctes ont été créées: la première pour les relations avec l'Amérique centrale et le Mexique et la seconde pour les relations avec l'Amérique latine. Le PE a porté récemment à cinq le nombre de délégations pour les relations avec l'Amérique latine, parmi lesquelles une délégation pour les pays d'Amérique centrale. Le travail de ces délégations prévoit la participation de députés européens à des missions d'observation d'élections et de médiation dans des conflits régionaux. Le PE entretient aussi des relations régulières avec les parlements nationaux de la région et avec le Parlement d'Amérique centrale (le Parlacen). Au cours des années 80, le PE a porté son attention sur le processus de paix et de démocratisation dans la région et a considéré l'intégration régionale comme une solution aux difficultés rencontrées dans ces pays. C'est une des raisons pour lesquelles les relations UE-Honduras doivent également être envisagées dans le contexte des relations de l'Union avec l'Amérique centrale dans son ensemble.

Le PE a soutenu une augmentation des moyens de coopération, une extension des activités de la BEI à l'Amérique centrale et une réorientation globale de la politique de coopération communautaire. Il souhaite que l'UE fasse de l'Amérique latine l'un de ses principaux partenaires de dialogue dans le monde, instaure à cette fin un «dialogue transatlantique» dans des domaines comme la sécurité et la défense et élabore un programme d'action global suffisamment financé pour la région. Le PE estime que ces objectifs doivent figurer dans les nouveaux accords, qui ne se limitent pas à des simples accords de commerce et d'aide au développement, mais aspirent à instaurer une zone de libre-échange plus vaste et une coopération politique plus étroite, de sorte que la zone de libre-échange Europe-Amérique latine puisse devenir une réalité d'ici 2010.

CENTRAL AMERICA AND THE CARRABEAN



HONDURAS
MACRO ECONOMIC DATA AND FORECASTS

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Real GDP Growth %	-1.9	5.7	2.6	2.7	3.2	5.0	2.6	3.4
GDP Nominal US \$bn	5.4	6.0	6.4	6.6	6.9	7.5	8.0	8.8
GDP Per Capita US \$	862	933	967	970	999	1,054	1,100	1,183
Inflation (CPI) %	11.7	11.1	9.7	7.7	7.7	8.1	8.8	7.1
Population m	6.29	6.46	6.62	6.78	6.94	7.10	7.27	7.43
Population Growth %	2.7	2.6	2.5	2.4	2.4	2.4	2.3	2.2
Current Account Balance US \$bn	-0.6	-0.3	-0.3	-0.2	-0.3	-0.4	-0.3	-0.3
Current Account Balance % GDP	-11.5	-4.6	-5.3	-3.7	-4.2	-5.2	-4.1	-3.7
Trade Balance US \$bn	-1.3	-1.2	-1.4	-1.4	-1.7	-2.1	-2.6	-3.0
Trade Balance % GDP	-23.8	-20.5	-21.8	-21.9	-24.1	-28.0	-32.5	-33.8
Local Currency to Euro	14.57	14.09	14.03	17.75	22.42	25.57	22.37	25.03
Foreign Direct Investment US \$bn	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
Foreign Direct Investment % GDP	4.4	4.7	3.0	2.7	2.9	4.3	3.4	3.2
Total External Debt US \$bn	5.5	5.6	5.0	5.4	5.6	5.6	5.6	5.5
Total External Debt % GDP	101.7	92.5	78.9	82.0	81.3	74.8	69.7	62.7
Total External Debt Service % F.E.	22.3	15.7	14.2	15.8	15.6	12.4	10.9	10.6

Source: Global Insight

Trade relations EU(25)-Honduras, 2005

By products		1000 EUR			
HS Chapters	Harmonised System (HS): Sections and chapters	Imports (cif)		Exports (fob)	
		1000 EUR	% of total	1000 EUR	% of total
01-99	Total	378.443	100,0	358.348	100,0
	of which:				
01-24	Agricultural prod. (incl. fish, prepared foodstuffs etc.)	291.831	77,1	23.243	6,5
	of which:				
01-05	Live animals; animal products	34.037	9,0	3.543	1,0
	of which:				
03	Fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates	33.922	9,0	289	0,1
06-14	Vegetable products	237.689	62,8	5.968	1,7
	of which:				
08	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruits or melons	54.994	14,5	130	0,0
09	Coffee, tea, mat+ and spices	174.223	46,0	0	0,0
16-24	Prepared foodstuffs; beverages	19.903	5,3	12.445	3,5
	of which:				
16	Prep. of meat, of fish/crustaceans/molluscs or other aquatic invertebrates	13.108	3,5	114	0,0
25-27	Mineral products	28.232	7,5	1.951	0,5
	of which:				
26	Ores, slag and ash	28.197	7,5	0	0,0
28-38	Products of the chemical or allied industries	476	0,1	32.799	9,2
	of which:				
29	Organic chemicals	10	0,0	6.044	1,7
30	Pharmaceutical products	27	0,0	9.937	2,8
31	Fertilisers	0	0,0	3.469	1,0
33	Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetic or toilet preparations	153	0,0	3.862	1,1
39-40	Plastics and rubber and articles thereof	886	0,2	11.947	3,3
	of which:				
39	Plastics and articles thereof	63	0,0	9.937	2,8
44-49	Wood/art. of woods etc; pulp of wood or other fibrous cellulosic	4.796	1,3	10.594	3,0
	of which:				
44	Wood and articles of wood; wood charcoal	4.666	1,2	926	0,3
48	Paper and paperboard; art. of paper pulp, of paper or of paperboard	7	0,0	6.836	1,9
49	Printed books, newspapers, pictures and other products of printing industry etc.	3		2.682	
50-63	Textiles and textile articles	24.221	6,4	5.436	1,5
	of which:				
62	Articles of apparel and clothing accessories, not knitted or crocheted	2.351	0,6	1.143	0,3
63	Other made-up textile articles; sets; worn clothing/worn textiles art.; rags	3.448	0,9	64	0,0
68-70	Articles of stone, plaster, cement, asbestos etc.	20	0,0	6.500	1,8
	of which:				
69	Ceramic products	6	0,0	5.288	1,5
72-83	Base metals/articles of thereof	179	0,0	22.418	6,3
	of which:				
72+73	Iron and steel and articles of iron or steel	114	0,0	18.181	5,1
84-85	Machinery and mechanical appliances; elec. eq., sound recorders etc.	1.105	0,3	200.624	56,0
	of which:				
84	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances	246	0,1	154.288	43,1
85	Electrical machinery/equip. and parts thereof; sound recorders etc.	859	0,2	46.336	12,9
86-89	Vehicles, aircrafts, vessels and associated transport equipment	23.995	6,3	25.873	7,2
	of which:				
87	Vehicles other than railway/tramway rolling-stock etc.	69	0,0	11.984	3,3
89	Ships, boats and floating structures	23.882	6,3	12.410	3,5
90-92	Optical, photographic, cinematographic etc. instruments	538	0,1	6.655	1,9
	of which:				
90	Optical/photographic/cinematographic/measuring/medical or surgical inst. Etc.	205	0,1	6.641	1,9
Various ch	Other products	2.162	0,6	6.723	1,9

Source: COMEXT database, EUROSTAT

Production: JDa/DG4/European Parliament

Trade of the EU with Honduras by Member States, 2005

	EU-imports (cif)		EU-exports (fob)	
	1000 €	- % -	1000 €	- % -
Total (EU25) *	378.443	100	358.348	100,0
<i>of which:</i>				
France	41.226	10,9	30.334	8,5
Netherlands	34.222	9,0	21.341	6,0
Fr Germany	93.314	24,7	154.795	43,2
Italy	25.896	6,8	22.120	6,2
Utd. Kingdom	29.918	7,9	13.954	3,9
Ireland	922	0,2	1.033	0,3
Denmark	3.197	0,8	5.628	1,6
Greece	734	0,2	959	0,3
Portugal	5.880	1,6	2.094	0,6
Spain	41.898	11,1	49.152	13,7
Belgium	83.680	22,1	8.809	2,5
Luxembourg		0,0	4.888	1,4
Sweden	6.853	1,8	28.673	8,0
Finland	4.465	1,2	6.360	1,8
Austria	2.821	0,7	3.894	1,1
Malta		0,0	4	0,0
Estonia	7	0,0		0,0
Latvia	0	0,0	35	0,0
Lithuania	34	0,0	7	0,0
Poland	679	0,2	1.881	0,5
Czech Republic	1.096	0,3	1.483	0,4
Slovakia	8	0,0	723	0,2
Hungary	1.324	0,3	117	0,0
Slovenia	206	0,1	64	0,0
Cyprus	64	0,0		0,0

Source: COMEXT database, EUROSTAT

Production: JDa/DG4/European Parliament

Trade of the EU25 with Honduras: 1999-2005

MIO ECU/€

	EU-imports (cif)	EU-exports (fob)	Balance
1999	285	192	-93
2000	408	209	-199
2001	359	219	-140
2002	332	219	-113
2003	347	279	-67
2004	332	394	62
2005	378	358	-20

Source: COMEXT database, EUROSTAT

Production: JDa/DG INFO/European Parliament

